

Communiqué de presse commun de l'Union suisse des paysans, de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait PSL et de l'Interprofession du lait, 27 mai 2016

Sommet du lait: revendications concrètes envers la branche et les instances politiques

Sur le marché du lait de centrale, le niveau des prix à la production est actuellement si bas qu'il menace de nombreuses exploitations laitières dans leur existence et, par conséquent, la pérennité de la production laitière en Suisse. Notre pays ne peut ni ne veut se permettre cela. C'est dans ce contexte que se sont réunis aujourd'hui les responsables de l'ensemble de la filière dans le cadre du Sommet du lait sur la colline du Gurten à Berne. Tous étaient unanimes quant aux voies à suivre pour sortir de la crise: la branche et les instances politiques doivent prendre des mesures efficaces et rapidement applicables!

Les conditions-cadres actuelles du marché du lait de centrale ne suffisent plus. Il faut revoir la politique laitière. C'est ce qu'ont demandé aujourd'hui les participants au sommet du lait, organisé conjointement par l'Union suisse des paysans (USP), la Fédération des Producteurs Suisses de Lait (FPSL) et l'Interprofession du lait (IP Lait). Mais il faut aussi prendre des mesures immédiates pour sauver la production laitière en Suisse! La pression subie par les producteurs continue d'augmenter et devient intolérable. Les prix ne permettent plus de couvrir les frais depuis longtemps et menacent l'existence même de nombreuses exploitations laitières. Pourtant, les transformateurs et le commerce reconnaissent la valeur du lait de provenance suisse, comme l'ont souligné lors du sommet les représentants d'Emmi, de Cremo, de Coop et de Migros.

Tous les acteurs sont appelés à agir

Pour les responsables de l'ensemble de la filière, il est clair que la branche et les instances politiques doivent agir. La crise actuelle requiert, outre des solutions à moyen et à long terme, des mesures qui améliorent la situation dans l'immédiat. Les revendications concrètes à court terme comprennent une augmentation immédiate des contributions SRPA, la prise en compte de la production indigène de maïs dans le programme "Production de lait et de viande basée sur les herbages" (PLVH) et une nouvelle offensive de promotion des ventes. Par ailleurs, il est essentiel d'obtenir une protection politique sous la forme d'un renforcement des directives concernant les prix et les quantités dans les contrats types pour l'achat de lait, sur la base de l'art. 37 de la loi sur l'agriculture. D'autres demandes ont encore été adressées aux instances politiques: une solution spécifique au lait et conforme au règlement de l'OMC doit être intégrée dans la loi sur l'agriculture en remplacement des remboursements prévus par la loi chocolatière; la stratégie pour la valeur ajoutée du lait suisse doit bénéficier d'un fort soutien tant dans la phase d'élaboration que dans la phase de mise en œuvre; les crédits d'investissement doivent être attribués sur la base des principes de la gestion d'entreprise.

Bernard Lehmann, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), a assuré aux personnes présentes que l'OFAG était conscient de la situation difficile régnant sur le marché du lait et a affirmé clairement, au nom du président de la Confédération, son adhésion à la Suisse comme pays laitier. Il estime important que l'ensemble de la filière élabore des solutions praticables et durables aux problèmes rencontrés sur le marché du lait. Bernard Lehmann a encore déclaré que le président de la Confédération discuterait les résultats et la suite des démarches avec les organisateurs du sommet du lait.

La filière dans son ensemble est appelée à prendre ses responsabilités. Les transformateurs et le commerce ont aussi un rôle à jouer. On attend notamment de leur part qu'ils appliquent la segmentation de façon systématique, conformément aux décisions prises, qu'ils observent les prix indicatifs et la réglementation concernant la livraison

Seite 2 | 2

facultative de lait C. Et qu'ils soutiennent activement l'élaboration d'une stratégie commune pour la valeur ajoutée du lait suisse. Cette stratégie doit absolument conduire à une amélioration des prix à la production, de sorte que ceux-ci soient adaptés au contexte économique. La crise actuelle ne pourra être surmontée que si tous les acteurs contribuent à résoudre le problème.

Manifeste pour la "Consolidation de la Suisse comme Pays du lait"

Les organisateurs ont résumé les éléments essentiels du sommet du lait dans un manifeste. Sous le titre "Consolidation de la Suisse comme Pays du lait", la FPSL, l'USP et l'IP Lait ont consigné les points principaux du sommet du lait et les revendications adressées aux acteurs du marché et aux instances politiques.

Renseignements:

Markus Ritter, président de l'USP, mobile 079 300 56 93

Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, mobile 079 219 32 33

Hanspeter Kern, président de la FPSL, mobile 079 418 52 16

Kurt Nüesch, directeur de la FPSL, mobile 079 661 41 59

Markus Zemp, président de l'IP Lait, mobile 079 420 63 46

Stefan Kohler, gérant de l'IP Lait, mobile 078 828 18 58